**Déclaration préalable CTSD 16 Juin 2020**

Monsieur l’Inspecteur d’Académie, mesdames, messieurs les membres du CTSD

Le Sgen-CFDT tient avant tout à remercier l'ensemble des services pour les documents qui ont été fournis et les réponses à nos questions.

A l'examen de ces documents, plusieurs sujets d'inquiétude en cette période pourtant déjà riche en stress suite à la situation sanitaire et au burn-out qui s'installe, renforcé par les polémiques médiatiques au sujet des professeurs ou même l'image de notre métier véhiculé par notre propre ministère: quel professeur peut se sentir bien dans son métier quand il lit, dans le journal l'Opinion, un article intitulé «Ecole au ralenti: où sont les profs?» ou qu'on apprend qu'un ministre aurait dit : «si les profs avaient été à la place des caissières tout le monde serait mort de faim»? Et que dire de la nouvelle campagne du Ministère sur Konbini avec pour message attractif vers nos professions: «un job qui paye mieux que dans un fast-food»? Que de questions rhétoriques qui témoignent d'un mal-être face à la perception publique de notre métier !

C’est le coup de grâce ! Après avoir averti à maintes reprises de la surcharge des directeurs, qui, au vu des annonces de notre Président dimanche soir, ne va pas aller en s’améliorant, c’est au tour de nos collègues enseignants déjà bien épuisés par cette crise, de tirer la sonnette d’alarme.

Pour ne pas changer les habitudes, les annonces ministérielles émanent toujours des journaux télévisés, sans nous donner plus de précisions afin de répondre aux inquiétudes des collègues et des parents, nous laissant dans l’impossibilité d’anticiper la suite des évènements.

Le contexte sanitaire a évolué depuis le 11 mai c’est indéniable, et le protocole sanitaire ne semble plus adapté et bloque la possibilité de scolariser plus d’élèves en présentiel, mais la réorganisation ne peut se faire par une annonce médiatique et du jour au lendemain.

Cependant, les enseignants n'ont pas perdu complètement leurs convictions de hussards noirs de la République et l'intérêt des élèves reste au centre de nos préoccupations.

Concernant la carte scolaire qui nous préoccupe aujourd’hui, nous réitérons notre refus de cautionner la rivalité entre écoles rurales et écoles de villes.

La disparition des postes de PDMQDC reste regrettable pour notre organisation syndicale car ce type de poste prenait tout son sens notamment dans la situation des écoles de Grand-Charmont qui nécessitent la création d’un poste supplémentaire à partager sur les écoles élémentaires et maternelles.

Et que dire des 2S2C, ce sujet qui nous a tant préoccupé durant ces dernières semaines ? Des interrogations qui en ont découlées ? De la pression exercée sur les municipalités et les équipes pour qu’ils soient mis en place d’urgence ? Qu’adviennent-ils avec cette dernière annonce en date ? Cela ne peut plus durer !

La situation sanitaire connue cette année a soulevé des interrogations sur les effectifs notamment car la lumière a été faite sur les capacités d’accueil par rapport aux superficies des classes. C’est encore le cas actuellement pour les directeurs et enseignants qui réfléchissent pour placer l’ensemble de leurs élèves dans leur classe en respectant des distance latérales d’un mètre, pour pouvoir les accueillir dès lundi prochain avec du mobilier qui n’est pas toujours adapté(tables doubles voires collectives en maternelle), des locaux qui ne le permettent pas toujours. Si cette situation peut paraitre exceptionnelle, elle ne l’est pas moins au regard des épidémies de gastro-entérites et de grippes qui sévissent chaque année dans nos écoles. Les bonnes pratiques auxquelles nous avons pu réfléchir durant cette crise doivent perdurer et être utiles à plus long terme. Mais cela en passe par une réduction des effectifs notamment dans les classes de maternelle.

Cette carte scolaire nous a montré que c’était possible, que l’on pouvait imaginer des classes maternelles avec des seuils similaires aux écoles élémentaires de 27 élèves maximum partout. Nous vous demandons donc de réétudier cette possibilité. Cela serait un message fort de soutien à l’encontre des collègues qui cherchent en ce moment même des solutions pour répondre à cette demande institutionnelle.

En vous remerciant, Monsieur le Directeur Académique, Mesdames et Messieurs, de votre attention.

Stéphanie FORTERRE, pour le Sgen-CFDT Franche-Comté